

Unité inter-départementale Haute-Garonne-Ariège
4 avenue Didier Daurat - CS 40 331
cedex
31776 COLOMIERS

COLOMIERS, le 23/01/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/01/2023

Contexte et constats

Publié sur 

PAPREC SUD OUEST

7 rue du Docteur Lancereaux
75008 PARIS 08

Références : 2023 - 82
Code AIOT : 0006803692

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée de façon inopinée le 12/01/2023 dans l'établissement PAPREC SUD OUEST implanté LD petit Paradis 9/11 chemin des Pierres 31150 BRUGUIERES. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite fait suite à des constats de l'inspection sur une autre installation classée, autorisée pour éliminer des déchets inertes. En effet, l'inspection, lors d'une visite du 5 janvier 2023 dans une carrière de Martres-Tolosane autorisée pour accueillir des matériaux inertes extérieurs, a assisté au déchargement d'une semi-remorque de déchets non inertes en provenance de l'entreprise PAPREC. Des échantillons ont été collectés et des photographies ont été prises. Les déchets déposés sont composés en quasi totalité de fragments plastiques et de polystyrènes ne répondant donc pas au critère inerte nécessaire pour le déchargement dans ce site d'accueil.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PAPREC SUD OUEST
- LD petit Paradis 9/11 chemin des Pierres 31150 BRUGUIERES
- Code AIOT : 0006803692
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Au titre de son arrêté préfectoral d'autorisation du 19 décembre 2014 (prescriptions techniques), complété par l'arrêté préfectoral du 20 février 2020 (constitution de garanties financières) et par une lettre préfectorale du 15 décembre 2017 actualisant le classement des activités du site, la société PAPREC Sud-Ouest à Bruguières est autorisée à exploiter les activités de :

- Transit, regroupement, tri et traitement (broyage) de papiers/cartons, bois, plastiques, et refus de

tri valorisables ;

- Transit, regroupement, tri et traitement (criblage) de déchets de chantiers/gravats ;
- Transit, regroupement ou tri de pneumatiques, déchets non dangereux (DND), encombrants, ferraille/métaux, déchets verts, déchets électriques et électroniques (DEEE), déchets dangereux (DD) et verres ;
- Stockage de combustibles solides de récupération (CSR) et bois combustibles.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Gestion (réception, tri et filière d'élimination) des déchets de chantiers

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	CLASSIFICATION DES DECHETS	Code de l'environnement du 14/12/2020, article R541-8	/	Mise en demeure, déchets	15 jours
3	ÉVACUATION DES REFUS DE TRI	Arrêté Préfectoral du 19/12/2014, article 8.1.8.	/	Mise en demeure, respect de prescription	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	REGISTRE DES DÉCHETS SORTANTS	Arrêté Préfectoral du 19/12/2014, article 5.4.2.	/	Sans objet
4	PROCEDURE D'INFORMATION PREALABLE - Essais à réaliser	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 > II. c)	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

A l'issue de la visite, l'inspection a constaté deux faits avec suites (mise en demeure) relatifs à l'envoi de déchets non inertes vers une filière d'élimination de déchets inertes.

L'inspection a également constaté deux faits susceptibles de suites relatif à l'absence de caractérisation des déchets entrants et à la mauvaise caractérisation des déchets sortants (code déchet du registre non valide).

Lors de la réunion de clôture de l'inspection, l'exploitant a été informé des suites administratives susceptibles d'être données.

Au regard des faits constatés et des pratiques relevées par les inspecteurs, il apparaît que les dysfonctionnements durent depuis une longue période. En conséquence, le volume de déchets non inertes dirigé vers la carrière de Martres-Tolosane est considérable. L'impact polluant de ces dépôts dans un site à vocation naturelle est majeur.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : CLASSIFICATION DES DECHETS

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 14/12/2020, article R541-8
Thème(s) : Autre, Classification des déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Au sens du présent titre, on entend par :</p> <p>Déchet inerte : tout déchet qui ne subit aucune modification physique, chimique ou biologique importante, qui ne se décompose pas, ne brûle pas, ne produit aucune réaction physique ou chimique, n'est pas biodégradable et ne détériore pas les matières avec lesquelles il entre en contact d'une manière susceptible d'entraîner des atteintes à l'environnement ou à la santé humaine.</p> <p>Constats : Les déchets de démolition entrant sur le site exploité par la société PAPREC font l'objet d'un premier tri grossier au grappin puis sont envoyés vers un scalpeur. Un premier stock de déchets de chantier issus du scalpeur (appelé "fines" par l'exploitant) est constitué. Les refus de tri du scalpeur sont ensuite envoyés vers la chaîne de tri CSR du site dont les éléments les plus fins sont séparés en début de chaîne et collectés dans une benne. L'exploitant a alors indiqué que ces éléments sont mélangés au premier stock avant envoi vers le site d'accueil des déchets inertes.</p> <p>Lors de la visite d'inspection du 12 janvier, l'inspection, accompagnée par un représentant de l'exploitant, a constaté par sondage visuel les éléments suivant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le premier stock considéré comme déchets inertes par l'exploitant est constitué de gravats en mélange contenant une part non négligeable de déchets non inertes (plastiques notamment) ; - les éléments de la benne (issus du premier tri de la chaîne CSR) sont composés en quasi totalité d'éléments plastiques et polystyrènes. <p>Au vu de ces constats, l'inspection considère que ni les fines ni les éléments de la benne ne répondent au caractère inerte nécessaire pour l'envoi vers une filière d'élimination ou de valorisation de déchets inertes. En effet, la fraction de matières plastiques se trouve en quantité trop importante dans les deux types de déchets de démolition triés.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, déchets
Proposition de délais : 15 jours

N° 2 : REGISTRE DES DÉCHETS SORTANTS

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/12/2014, article 5.4.2.
Thème(s) : Risques chroniques, Registre des déchets sortants
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant établit et tient à jour un registre où sont consignés les déchets sortants de l'installation.</p> <p>Pour chaque chargement, le registre des déchets sortants contient les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la date de l'expédition du déchet ; - la nature du déchet sortant (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe II de l'article R541-8 du code de l'environnement) ; - la quantité du déchet sortant ; - le nom et l'adresse de l'installation vers laquelle le déchet est expédié ; - le nom et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R 541-53 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets ; - le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement susvisé ; - le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et IT de la directive susvisée ; - la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L541-1 du code de l'environnement. <p>Ce registre est consigné dans le dossier "installations classées" prévu au point 2.8 et est tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.</p> <p>Constats : Lors de la visite du 12 janvier, un extrait du registre des déchets sortants à destination du site d'accueil des déchets inertes a été remis à l'inspection. Il couvre une période de quelques jours autour de la date du 5 janvier 2023, date à laquelle l'inspection a constaté un déchargement de déchets non inertes venant de l'exploitation PAPREC sur le site d'accueil.</p> <p>Cet extrait montre que, pour les journées du 4 et 5 janvier, 8 chargements ont été envoyés vers le site d'accueil avec le code déchet "170107" (mélanges de béton, briques, tuiles et céramiques sans substance dangereuse). Or, comme indiqué ci-dessus, les constatations faites lors des inspections du 5 janvier et du 12 janvier ont mis en évidence que les chargements en provenance du site PAPREC étaient constitués de déchets non inertes. Le registre des déchets comporte donc des informations erronées sur la nature des déchets sortants.</p> <p>Par ailleurs, afin d'estimer la quantité de déchets déposés sur le site susvisé depuis le recours à cette filière d'élimination, un registre complet des déchets envoyés vers cette filière doit être transmis à l'inspection dans un délai d'un mois.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : ÉVACUATION DES REFUS DE TRI

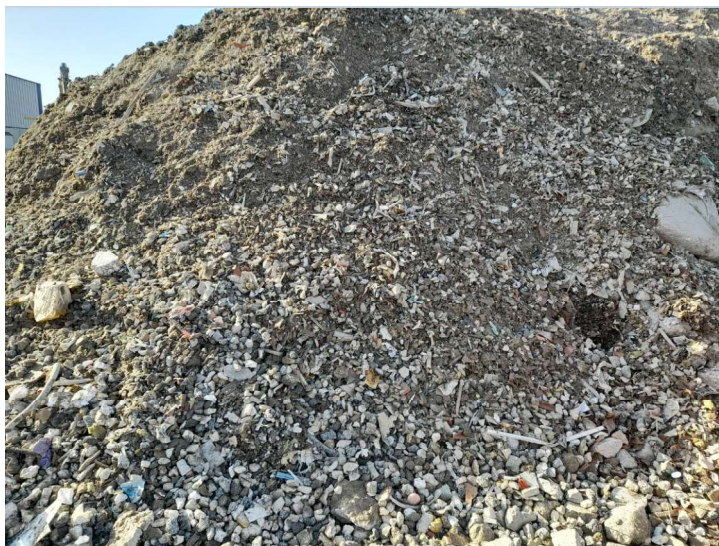
Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/12/2014, article 8.1.8.
Thème(s) : Risques chroniques, Evacuation des refus de tri
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les déchets non valorisables résultant du tri doivent être traités prioritairement dans les fours d'incinération de déchets ménagers autorisés du département ou, par défaut, être éliminés dans des installations classées dûment autorisées à les recevoir au titre des installations classées.
Constats : Le sondage visuel de la benne contenant les éléments les plus fins issus du refus de tri met en évidence un stockage composé en quasi totalité d'éléments plastiques et de polystyrènes. L'inspection considère que les éléments de la benne ne répondent donc pas au critère inerte nécessaire pour avoir recours à la filière actuellement mise en place. L'inspection met d'ailleurs en lumière de fortes similitudes entre les déchets déposés sur le site d'accueil des déchets inertes le jour ou une visite d'inspection était en cours (en date du 05/01/23) et les éléments de la benne. L'inspection estime que ces éléments les plus fins, issus de la chaîne de tri, ne doivent en aucun cas être envoyés dans une filière pour déchets inertes. Le recours à une filière d'élimination de déchets non dangereux doit être mise en place. A noter que des échanges ont eu lieu, postérieurement à la visite, entre l'inspection et un représentant du groupe PAPREC concernant ces deux zones de stockages . Des informations différentes concernant les exutoires de ces zones de stockages ont été données lors de ces échanges. Néanmoins, l'inspection considère que les réponses faites par le représentant de l'exploitant aux questions ciblées de l'inspection lors de la visite du 12 janvier sont concordantes avec les non conformités relevées sur le site d'accueil des déchets. L'inspection considère qu'aucune confusion n'a été permise dans la mesure où les différentes demandes ont été reformulées à plusieurs reprises par les inspecteurs de l'environnement le jour de la visite.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 15 jours

N° 4 : PROCEDURE D'INFORMATION PREALABLE - Essais à réaliser

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 > II. c)
Thème(s) : Risques chroniques, Caractérisation des déchets de démolition entrants
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les données concernant la composition du déchet et l'ampleur des essais requis en laboratoire dépendent du type de déchets.</p> <p>Notamment, les déchets municipaux classés comme non dangereux, les fractions non dangereuses collectées séparément des déchets ménagers et les déchets non dangereux de même nature provenant d'autres origines (déchets de métaux et d'alliages de métaux, déchets de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles ou bois) ne nécessitent pas d'essais concernant le comportement à la lixiviation.</p> <p>Pour les autres types de déchets, il convient de réaliser un essai de lixiviation selon les règles en vigueur. L'analyse des concentrations contenues dans le lixiviât porte sur les métaux (As, Cd, Cr total, Cu, Hg, Ni, Pb et Zn), les fluorures, l'indice phénols, les cyanures libres, les hydrocarbures totaux, les hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP), les composés organiques halogénés (en AOX ou EOX).</p> <p>La siccité du déchet brut et sa fraction soluble sont également évaluées.</p> <p>Les tests et analyses relatifs à l'information préalable peuvent être réalisés par le producteur du déchet, l'exploitant de l'installation de transit, regroupement ou tri ou tout laboratoire compétent.</p> <p>Il est possible de ne pas effectuer les essais après accord de l'inspection des installations classées dans les cas suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - toutes les informations nécessaires à l'information préalable sont déjà connues et dûment justifiées ; - le déchet fait partie d'un type de déchet pour lequel la réalisation des essais présente d'importantes difficultés ou entraînerait un risque pour la santé des intervenants ou, le cas échéant, pour lequel on ne dispose pas de procédure d'essai ; - l'exploitant met en place une surveillance de l'ensemble des paramètres mentionnés dans l'article 17. <p>Constats : Lors de la visite inopinée du 12 janvier, des résultats de caractérisation des déchets de démolitions issus du tri, avant envoi vers une filière d'élimination, ont été présentés à l'inspection (résultats des mois de janvier et de décembre 2022). L'exploitant précise qu'il s'agit de prélèvements initiés en interne et qu'ils ne relèvent pas de la réglementation des Installations Classées. L'inspection relève toutefois plusieurs dépassements importants de la valeur maximale de certains critères de pollution notamment sur les déchets "caratérés" inertes par l'exploitant (Sulfates, Carbone Organique Total et Indice hydrocarbures notamment).</p> <p>En tout état de cause, les résultats des essais ou autre documents établis dans le cadre de la procédure d'information préalable des déchets de chantier n'ont pu être présentés à l'inspection.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

ANNEXE : Photographies prises lors de la visite

Stock constitué après passage au scalpeur



Elements fins collectés dans la benne après passage du refus de tri du sclapeur dans la chaine de tri

